

## PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.

540

## PARTIE OFFICIELLE

## 2015 ACTES PRESIDENTIELS

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*DECRET n° 2014-662 du 1<sup>er</sup> novembre 2014 portant intérim du ministre de l'Industrie et des Mines.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu le décret n° 2014-658 du 30 octobre 2014 portant délégation de signature à M. le Premier Ministre, chef du Gouvernement,

## DECRETE :

Article 1.— M. Moussa DOSSO, ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Formation professionnelle, est chargé de l'intérim du ministre de l'Industrie et des Mines, pendant l'absence de M. Jean Claude BROU, du 1<sup>er</sup> au 8 novembre 2014.

Art. 2.— Le présent décret prend effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

Daniel Kablan DUNCAN.

*DECRET n° 2014 - 663 du 2 novembre 2014 portant intérim du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu le décret n° 2014-658 du 30 octobre 2014 portant délégation de signature à M. le Premier Ministre, chef du Gouvernement,

## DECRETE :

Article 1.— M. Moussa DOSSO, ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Formation professionnelle, est chargé de l'intérim du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, pendant l'absence de M. Charles Koffi DIBY, du 2 au 10 novembre 2014.

Art. 2.— Le présent décret prend effet à compter du 2 novembre 2014 et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 2 novembre 2014.

Daniel Kablan DUNCAN.

*DECRET n° 2014 - 665 du 3 novembre 2014 portant intérim du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu le décret n° 2014-658 du 30 octobre 2014 portant délégation de signature à M. le Premier Ministre, chef du Gouvernement,

## DECRETE :

Article 1.— M. Mamadou Sangafowa COULIBALY, ministre de l'Agriculture, est chargé de l'intérim du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, pendant l'absence de Mme Nialé KABA, du 2 au 6 novembre 2014.

Art. 2.— Le présent décret prend effet à compter du 3 novembre 2014 et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 3 novembre 2014.

Daniel Kablan DUNCAN.

*DECRET n° 2014-778 du 11 décembre 2014 portant nomination du directeur général de l'Institut Raoul Follereau de Côte d'Ivoire.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 70-486 du 3 août 1970 portant établissement des emplois supérieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 2001-652 du 19 octobre 2001 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Institut Raoul Follereau de Côte d'Ivoire ;